Médiévales

Langues, Textes, Histoire

76 | printemps 2019

Du nouveau en archives

L'innovation documentaire à Amiens, entre création et adaptation (fin XIV^e-début XV^e siècle)

Documentary innovation in Amiens, between creation and adaptation (end of the fourteenth-beginning of the fifteenth century)

Marie-Émeline Sterlin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/9908>

DOI : 10.4000/medievales.9908

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2019

Pagination : 79-92

ISBN : 978-2-37924-028-7

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Marie-Émeline Sterlin, « L'innovation documentaire à Amiens, entre création et adaptation (fin XIV^e-début XV^e siècle) », *Médiévales* [En ligne], 76 | printemps 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/9908> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.9908>

Tous droits réservés

Marie-Émeline Sterlin

L'innovation documentaire à Amiens, entre création et adaptation (fin XIV^e-début XV^e siècle)

À la fin du XIV^e siècle, Amiens se trouve dans une situation difficile. Éprouvée sur le plan démographique par les épidémies de peste de 1349 et 1360, encore marquée dans son bâti par l'incendie et la destruction d'une partie de ses faubourgs en 1356, les nécessités militaires inhérentes à la guerre de Cent Ans pèsent sur ses finances. Les plaintes à l'encontre de la gestion de la ville et l'intervention royale qui en découle l'entraînent dans une crise politique et institutionnelle aboutissant à une transformation de son corps politique et de ses institutions.

Simultanément, le paysage documentaire de la ville tel qu'il nous est parvenu dans les archives connaît de profondes modifications. D'une part, la municipalité se dote de trois nouveaux cartulaires (Registre A¹, Registre B², Registre G³), renouvelle son recueil de cens et de rentes⁴, et débute un « registre aux ordonnances de police » (Registre M⁵). D'autre

1. Amiens, Bibliothèques d'Amiens Métropole (désormais abrégé en BAM), AA 1. Précisons que les appellations « Registre A », « Registre B », « Registre G » et « Registre M » sont issues du travail de classement de Jean-Baptiste Gresset en 1732 et furent ensuite reprises dans les inventaires et la bibliographie. Nous les utilisons par commodité, mais signalons qu'il ne s'agit pas de registres dans l'acception diplomatique du terme puisque leur contenu n'obéit pas strictement à une logique d'enregistrement.

2. Amiens, BAM, AA 2.

3. Amiens, BAM, AA 8. Une copie de ce manuscrit, le Registre H, est également conservée (Amiens, BAM, AA 9). Une étude paléographique reste nécessaire pour en préciser la datation.

4. Le volume est aujourd'hui perdu, mais il est mentionné dans l'inventaire des archives de la ville de 1458 : « Item ung autre livre couvert de rouge qui se commence en grosse lettre : Ce sont les cens, rentes et revenues de la ville d'Amiens a cause de le commune qui se paient au noel, pasques, saint Pierre, saint Jehan et saint Remy, ouquel livre sont enregistrez pluseurs cens et rentes appartenans a ladite ville et fu ledit registre renouvelé ou mois d'octobre de l'an mil IIIC IIII XXXVIII » (Amiens, BAM, III, entrée n° 877).

5. Amiens, BAM, AA 12.

part, les comptes puis les registres de délibérations sont conservés en séries presque continues à partir de ce moment. La ville cherche à adapter ses anciens outils aux nouvelles pratiques de gouvernement qui se mettent en place, et se dote d'un nouveau système documentaire fondé sur une multiplication des recueils et une diversification de leur typologie. À ce titre, c'est une période privilégiée pour analyser les formes et les mécanismes de l'innovation documentaire dans un contexte de mutations institutionnelles et politiques. En outre, l'exemple amiénois offre la possibilité d'aborder la question du recours croissant des autorités municipales à l'écrit dans le cadre d'une commune du Nord du royaume de France, aux dynamiques politiques et scripturales sensiblement différentes de celles des villes d'Italie ou du Sud de la France, plus étudiées dans l'historiographie. En effet, si les interactions entre l'écrit et les évolutions du gouvernement des villes ont fait l'objet d'un grand nombre de travaux en Italie depuis l'ouvrage séminal de Paolo Cammarosano⁶, la thématique a été abordée plus tardivement dans le cadre français⁷, et les études concernant les villes du nord du royaume de France restent rares.

Comme le souligne Laura Baietto dans son étude des systèmes documentaires des communes piémontaises au XIII^e siècle, le caractère circulaire des interactions entre écrit et politique rend leur analyse particulièrement complexe. Si les pratiques politiques, sociales et économiques contribuent à déterminer une organisation documentaire, à l'inverse, les exigences liées à la documentation peuvent influencer la pratique du pouvoir. Que ce mouvement soit à double-sens et qu'il soit répété à de multiples reprises dans un sens et/ou dans un autre explique la difficulté à analyser les relations entre un système politique et un système documentaire⁸. Dans le cadre de cet article, nous restreindrons notre analyse à la seule observation des adaptations documentaires suscitées par les mouvements politiques et

6. P. CAMMAROSANO, *Italia medievale : struttura e geografia delle fonti scritte*, Rome, 1991. La bibliographie italienne sur le sujet est trop abondante pour en dresser un tableau exhaustif dans le cadre de cet article. Néanmoins, on pourra trouver des éléments utiles dans le dossier d'articles suivant : I. LAZZARINI éd., « Scritture e potere. Pratiche documentarie e forme di governo nell'Italia tardomedievale (XIV-XV secolo) », *Reti medievali-Rivista*, 9 (2008), [en ligne] URL : <http://www.rmojs.unina.it/index.php/rm/issue/view/372>, consulté le 20 juin 2018. Pour une mise au point plus récente, voir : G. FRANCESCONI, « Potere della scrittura e scrittura del potere. Vent'anni dopo la *Révolution documentaire* de J.-C. Maire Vigueur », dans M. CACIORGNA, S. CAROCCI et A. ZORZI éd., *I Comuni di Jean-Claude Maire Vigueur. Percorsi storiografici*, Rome, 2014, p. 135-156.

7. Le travail majeur sur cette question est la monographie que consacre Pierre Chastang à Montpellier : P. CHASTANG, *La Ville, le gouvernement et l'écrit à Montpellier (XII^e-XIV^e siècle). Essai d'histoire sociale*, Paris, 2013.

8. L. BAIETTO, « Elaborazione di sistemi documentari e trasformazioni politiche nei comuni piemontesi (sec. XIII) : una relazione di circolarità », *Società e storia*, 98 (2002), p. 645-679, [en ligne] URL : <http://www.rmoa.unina.it/95/1/RM-Baietto-Elaborazione.pdf>, consulté le 20 juin 2018.

institutionnels amiénois, sans nous attarder sur leur réciproque. Il s'agit tout à la fois d'identifier les solutions documentaires choisies par la ville, d'en observer les rythmes et les modalités de mise en œuvre, et d'en mesurer la part de nouveauté : dans quelle mesure sont-elles innovantes ou adaptent-elles des formules anciennes à de nouveaux besoins ?

Les deux premiers temps de cette démonstration préciseront la chronologie de cette réorganisation documentaire et la replaceront dans son contexte politique. La réflexion portera ensuite sur ses mécanismes : d'une part, en soulignant que l'accroissement documentaire observé dans les archives ne provient pas tant d'une multiplication de la production que d'une évolution des pratiques de conservation ; d'autre part, en constatant que les solutions documentaires mises en œuvre allient création et adaptation d'anciens modèles.

Une réorganisation documentaire sur le long terme

Augustin Thierry, dans la présentation qu'il fait des manuscrits d'Amiens, situe la production des Registres A et M à la fin du XIV^e- début du XV^e siècle, et celle des Registres B et G vers 1391-1392⁹. Ces datations concentrées dans une même période restreinte pouvaient donner l'impression d'un brusque mouvement de rédaction, résultant d'une décision forte de l'échevinage. Une analyse plus fine de la chronologie permet de nuancer et compléter ce modèle, en mettant en lumière le caractère progressif et sur le long terme de la constitution de ce nouveau système documentaire.

Le *terminus post quem* de ce processus peut être situé en 1384, année à partir de laquelle les comptes sont conservés de manière beaucoup plus systématique. Pour la période antérieure, il ne reste que deux feuillets du compte de l'aide des guèdes de 1377¹⁰. En revanche, à partir de 1384, soixante-seize registres de comptes nous sont parvenus pour la période médiévale¹¹.

Second jalon de cette réorganisation documentaire, le Registre A est un manuscrit de 266 feuillets de parchemin. Bien qu'il ait fait l'objet d'une nouvelle reliure au XVIII^e siècle, plusieurs parties homogènes correspondant à des moments distincts de rédaction peuvent être identifiées en étudiant les différentes mains et mises en page, sans qu'il soit pour autant possible

9. A. THIERRY, *Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers État. Première série, Chartes, coutumes, actes municipaux, statuts des corporations d'arts et métiers des villes et communes de France. Région du Nord*, Paris, 1850, t. 1, p. 831-845.

10. Amiens, BAM, CC 1.

11. Le compte a été établi pour la période 1384-1500, à partir de l'inventaire dressé par Georges Durand : G. DURAND, *Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790 : ville d'Amiens*, Amiens, 1891-1925 (7 vol.).

de toutes les dater précisément. Combinée aux informations issues de la lecture des comptes de la ville, cette analyse matérielle permet de distinguer pour le moment au moins six phases de rédaction entre 1386 et 1410¹². La première étape qui peut être relevée trouve un écho dans le compte de l'année 1386 : « A Regnart, clerc, [...] pour faire en parquemin une partie du cartulaire de le ville, là où sont enregistrees les lettres touchans le ville¹³. » Le compte de 1389 fait état d'un nouveau moment dans la confection du recueil, enregistrant des dépenses pour la rédaction¹⁴ ou pour le décor du « nouvel cartulaire de le vile¹⁵ ». Cette désignation sous le qualificatif « nouvel » invite en outre à ne pas faire remonter trop loin avant 1386 le début de la production du Registre A. Un autre temps d'écriture s'observe dans le manuscrit : onze documents, émis entre 1391 et 1395, ont été copiés par la même main (f. 72r-90v). En 1398 ou 1399, une autre modification, cette fois-ci de reliure, est opérée sur le cartulaire¹⁶. On en profite vraisemblablement pour ajouter trois actes (f. 28r-29v). Une cinquième phase de rédaction est repérable à sa mise en page distincte du reste du manuscrit. Les textes transcrits ont tous été émis entre 1403 et 1410. Or, le compte de l'année 1410 attribue un salaire pour « avoir fait, mis et escript de lettre de fourme es livres, registres et cartulaires de le ville d'Amiens pluseurs traittiés, accors, recongnossances et autres lettres touchans icelle ville¹⁷ ». Enfin, une dernière partie (f. 31v-35v), à l'image graphique homogène, réunit sept documents qui pourraient avoir été copiés peu après 1426, date de l'acte le plus récent de l'ensemble. À ces différents moments de compilation s'ajoutent ensuite quelques rares ajouts ponctuels.

En plus du Registre A, la ville d'Amiens fait exécuter deux autres cartulaires plus spécialisés : le Registre B consacré aux transactions entre la commune et l'évêque¹⁸, et le Registres G, concernant les relations entre

12. Une étude paléographique plus fine, encore en cours, enrichira sans doute cette première estimation.

13. Amiens, BAM, CC 3, f. 40.

14. « A Regnart, clerc, pour escrire ou cartulaire de le ville et mettre pluseurs lettres ainsi qu'il est acoustumé » ; « A maistre Regnart, escripteur, qui faisoit le cartulaire de la ville » (Amiens, BAM, CC 5, f. 99).

15. « A Adam le paintre, pour enluminer des lettres d'or le nouvel cartulaire de le ville de nouvel fait pour mettre et escrire les chartres et autres privileges de le ville » (Amiens, BAM, CC 5).

16. « A Mahieu Darras, [...] les lettres du nouvel quartulaire touchans le ville et plusieurs personnes, de nouvel relier et mettre en aisselles couvertes de rouge cordouan » (Amiens, BAM, CC 9).

17. Amiens, BAM, CC 14, f. 62v.

18. Le titre donné à la table des matières du manuscrit précise explicitement la thématique spécifique du cartulaire : « Repertore acest present cartulaire touchant la ville et communauté d'Amiens et monseigneur l'evesque d'Amiens » (Amiens, BAM, AA 2, f. 1r).

la commune et le chapitre de Notre-Dame¹⁹. Le compte de l'année 1392 permet de situer à cette date la fabrication du Registre B, puisque Jehan Regnart y est rémunéré « pour se peine et deserte de escrire en un quoier de vostre cartulaire les arrès et accors passés em parlement entre monseigneur l'evesque d'Amiens d'une part, et nos seigneurs maieur et esquevins d'Amiens d'autre part²⁰ ». Le Registre G a dû être réalisé approximativement à la même période, en tout cas avant 1399, date à laquelle les deux manuscrits furent reliés²¹.

À la production de ces cartulaires s'ajoutent le renouvellement en 1398 d'un registre de cens et rentes – aujourd'hui perdu –, la conservation des registres de délibérations à partir de 1406, et un « registre aux ordonnances de police », le Registre M, regroupant des décisions émanant de l'échevinage réglementant, pour la majorité d'entre elles, le commerce et les métiers. Son analyse codicologique permet d'isoler un noyau initial réunissant les soixante-treize premières transcriptions, dont l'entrée datée la plus récente est de 1409. Une autre partie homogène mais copiée par plusieurs mains englobe les entrées 74 à 181, sans qu'il soit possible de déterminer si elle est contemporaine ou immédiatement postérieure à la première. Elle est en tout cas complétée par neuf autres copies (numérotées de 182 à 190) probablement vers 1429. Le manuscrit connaît ensuite plusieurs ajouts dans la seconde moitié du XV^e siècle.

Ce tableau brossé à grands traits de la réorganisation du système documentaire amiénois permet de dresser une image plus complexe de ce temps d'innovation. Le processus observé s'inscrit sur une longue durée – vingt-cinq ans séparent la conservation plus systématique des comptes de la fabrication du noyau initial du Registre M. À cette échelle, difficile d'y voir un projet pensé et planifié dès le début dans son ensemble. Plutôt qu'une rupture nette et soudaine, l'innovation semble faite de tâtonnements et de décisions successives. Elle se focalise sur plusieurs catégories d'informations propres au gouvernement municipal, en deux moments distincts. Ainsi, tandis qu'entre 1384 et 1398, l'échevinage se dote d'instruments utiles à la gestion financière et à son contrôle, entre 1406 et 1410, c'est son activité de prise de décision et de réglementation qu'il met par écrit.

19. De la même manière que pour le Registre B, la thématique du cartulaire est précisée explicitement dans le titre de la table des matières : « Repertore acest present cartulaire ou sont transcrips plusieurs lettres, arrests, traictiés et accords touchans le ville et communauté d'Amiens et doyen et cappitle de l'eglise d'Amiens » (Amiens, BAM, AA 8, f. 1r).

20. Amiens, BAM, CC 7.

21. « Item pour les lettres de monseigneur l'evesque et de le ville mettre et lier en un livre de quartulaire mis en aisselles couvertes de cuir noir. Item pour les lettres de doyen et capitre d'Amiens et de le ville mettre et lier en un livre de quartulaire mis en aisselles couvertes de blanc cuir » (Amiens, BAM, CC 9).

Bouleversements institutionnels et politiques à l'ombre du pouvoir royal

Les événements qui se déroulent à Amiens à cette époque donnent sens à cette scansion chronologique en deux temps²². Le début de l'affaire, obscur, s'inscrit dans des tensions anciennes entre les maires de bannières, représentant les métiers de la ville, et le corps des échevins chargé de la gouverner. Les premiers reprochaient aux seconds leurs manquements dans la gestion des biens et des revenus de la ville ; l'échevinage se plaignait des troubles répétés provoqués par les maires de bannières. Le conflit fut porté devant le Parlement, qui envoya en août 1381 deux commissaires pour mener une enquête sur l'état de la ville et de ses finances. Il est alors proposé d'instituer un impôt pour résorber les dettes en six ans. Mais lequel ? Les échevins se prononcent en faveur de l'aide ; les maires de bannières pour la taille. On s'en remet de nouveau au Parlement. Dans un arrêt du 4 janvier 1382, ce dernier octroie pour six ans une aide applicable aux gens d'Église. La décision tarde cependant à être mise à exécution et les élections échevinales de 1382 sont l'occasion d'un nouveau coup de théâtre. Le système d'élection faisait traditionnellement la part belle aux bannières du grand commerce, quand d'autres n'y étaient jamais représentées. Toutefois, en 1382, deux membres de la bannière des Tanneurs parviennent à être élus : Hue le Gorrelier comme échevin, Henri de Roye à la fonction clé de Grand Compteur. La réaction du reste du corps échevinal ne se fait pas attendre : il demande et obtient du roi la destitution de Henri de Roye. La situation dégénère, provoquant une occupation militaire de la ville. En 1383, le roi supprime les mairies de bannières et resserre son contrôle : chaque année, la ville doit désormais solliciter son autorisation pour procéder à ses élections. Ces dernières ainsi que la reddition des comptes doivent se dérouler en présence du bailli ou du receveur du bailliage.

Aucun texte n'établit de lien explicite entre ces événements et le redéploiement documentaire. Toutefois, leur simultanéité peut difficilement être attribuée à une quelconque coïncidence. Confrontée à une remise en cause de son autorité, une modification de ses institutions et une surveillance accrue de sa gestion et de ses finances, la commune fait établir dans le Registre A un tableau mis à jour de ses droits et de ses biens. Introduit par la charte de commune, ce Registre réunit plusieurs dossiers concernant

22. Les informations sur le contexte amiénois s'appuient sur les travaux d'Édouard Maugis : É. MAUGIS, *Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens*, Paris, 1906 ; ID., *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux officiers du siège du bailliage d'Amiens*, Amiens, 1906, p. 226 sq. Pour une brève synthèse, le lecteur pourra consulter l'article de D. BAYARD, « Amiens », *Revue archéologique de Picardie. Numéro Spécial*, 16 (1999), p. 199-214, [en ligne] URL : https://www.persee.fr/doc/pica_1272-6117_1999_hos_16_1_2064, consulté le 20 juin 2018.

l'organisation de la justice, la délimitation de la juridiction de la commune et les accords passés pour cela avec plusieurs seigneurs locaux, l'obtention par la ville de la prévôté d'Amiens. En outre, une partie rassemble des actes dans lesquels des ecclésiastiques reconnaissent que la terre ou la maison qu'ils détiennent relève de la fiscalité et de la justice de la commune ; une autre présente des actes prouvant l'acquisition de cens par la ville. Par ailleurs, la série des comptes de la ville que nous conservons commence au moment même où leur reddition se fait sous le contrôle du bailli.

De la même façon, le deuxième sursaut documentaire observé entre 1406 et 1410 suit une rupture dans les institutions de la commune amiénoise. En 1402, une nouvelle enquête est ordonnée par le Parlement. Pendant un an, les finances et la gestion de la ville sont examinées, aboutissant à une grande ordonnance de réforme le 12 avril 1403. Malheureusement, cette dernière n'a pas été conservée. Si Édouard Maugis a montré les changements qu'elle a introduits dans l'administration financière de la ville²³, il est pour l'heure difficile de savoir si elle contenait des injonctions établissant un contrôle des délibérations et décisions de l'échevinage. On ne peut que constater à nouveau une synchronie plus que troublante : au moment même de l'application d'une ordonnance encadrant la gestion et le gouvernement de la ville, l'échevinage, qui jusqu'ici n'avait produit que des recueils compilant des documents émanant d'autres autorités, entreprend non seulement de conserver une trace écrite de ses délibérations, mais crée aussi un recueil destiné à recevoir l'enregistrement de certaines de ses ordonnances.

Cette réorganisation du système documentaire amiénois est donc à la fois le fruit du besoin ressenti par l'échevinage d'avoir une vision globale et mise à jour de ses droits et de ses biens – par la rédaction des cartulaires – et d'une évolution dans les pratiques de gouvernement – les registres de comptes, de délibérations et le Registre M. L'analyse de ces événements met également en avant l'importance de l'intervention royale. Celle-ci agit au moins comme élément déclencheur : les enquêtes qu'elle ordonne comme les modifications institutionnelles qu'elle introduit créent les conditions d'un nouvel ordre documentaire. Mais ne pourrait-on pas envisager une influence plus directe encore ? Un épisode retiendra notre attention. Lors de l'enquête menée en 1402, la commission initiale est remplacée en juin par Aleaume de Cachemarée, en tant que substitut du procureur général du roi. Dans l'étude qu'elle lui consacre, Claude Gauvard montre l'extrême attention, propre au milieu des officiers royaux, qu'Aleaume de Cachemarée prête à la tenue des registres et à leur conservation dans un lieu approprié²⁴.

23. É. MAUGIS, *Essai sur le recrutement...*, p. 226 sq.

24. C. GAUWARD, « *De grace especial* ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1991, p. 41-44.

À Amiens, il s'en préoccupe, demandant au maire et aux échevins « qu'ilz regardassent une place pour mettre leurs livres, papiers et lettres qu'il avoit par devers lui²⁵ ». Sans qu'on puisse bien le mesurer, on peut légitimement penser que cette présence prolongée du rédacteur du *Registre criminel du Châtelet* à Amiens a dû influencer l'ordre documentaire de la ville. Mais la réponse que firent le maire et les échevins indique aussi qu'ils n'ont pas attendu son irruption pour se soucier de la tenue et de la conservation de leurs documents, attestant « que en la maison de la ville avoir un lieu appelé la Tresorrie qui estoit de pierre et les fenestres bien fermées et ouquel lieu a tousjours deux clez dont le maire emporte l'une et le grant compteur l'autre, et ne savoient lieu plus convenable pour les mettre seurement²⁶ ».

La mise en place graduelle de nouvelles pratiques de conservation

Cette réplique du maire et des échevins nous invite à porter notre réflexion sur les modalités concrètes de la réorganisation documentaire amiénoise, en constatant tout d'abord qu'elle est le fait d'une innovation dans les pratiques de conservation. Faute d'être éclairée de manière explicite dans la documentation, cette évolution se laisse avant tout deviner par son résultat : la conservation plus fréquente des comptes, en rupture avec la période antérieure pour laquelle il n'en reste aucun. Outre le fait qu'on peine à imaginer que la ville ne produise des registres de comptes que certaines années lorsque la reddition des comptes a déjà lieu annuellement, l'existence d'un fragment de compte pour l'année 1377²⁷ et la mention des comptes de 1337 et 1339 dans l'inventaire des archives de la ville réalisé en 1458 viennent renforcer l'idée que le début de cette série serait le signe d'un changement des pratiques de conservation, et non de la production d'un nouveau type documentaire²⁸. Le début de la série des registres de délibérations en 1406 est quant à lui plus difficile à interpréter : commence-t-on à les produire, ou à les conserver ? Aucun indice ne nous permet de trancher dans un sens ou dans un autre.

D'autres éléments signalent au même moment un changement dans l'organisation matérielle de la conservation des documents à Amiens. Le compte de 1386 évoque ainsi les dépenses « pour, au-dessus de l'escriptoire des Cloquiers, la u estoit un apentich sur lequel les enfans et autres jouoient

25. Paris, AN, X¹C85^B, pièce n° 266. Cité dans C. GAUVARD, « Les humanistes et la justice sous le règne de Charles VI », dans M. ORNATO et N. PONS éd., *Pratiques de la culture écrite en France au XV^e siècle*, Turnhout, 1995, p. 217-244 (p. 222).

26. *Ibid.*

27. Amiens, BAM, CC 1.

28. « Item deux raoulles en parchemin faisans mention des mises et receptes [...] es années mil III^e XXXVII et XXXIX... » (Amiens, BAM, II 1, n° 554).

à le paume et empeschoient les clers en l'escriptoire, édifier et faire de sen mairien en empeschant ledit jeu, et pour y faire une cambrette à mettre viez escripts²⁹ » ; et les comptes des années suivantes enregistrent l'achat de huches et d'armoires pour aménager ce nouvel espace. Toutefois, ces mentions ne permettent pas de conclure à une décision forte de la part de l'échevinage amiénois en matière de conservation de ses recueils. S'il est bien décidé d'édifier une pièce dédiée aux archives, l'action des échevins est en premier lieu motivée par le souci de garantir la tranquillité des clercs déconcentrés par les jeux d'enfants, non de répondre à une question de gestion de la documentation. C'est donc seulement en résolvant un tout autre problème qu'est saisie l'opportunité de créer cet espace de rangement, objet de préoccupations apparemment réelles mais secondaires à ce moment précis.

Le caractère inabouti de cette nouvelle démarche archivistique transparaît également dans son résultat : bien qu'à partir de 1384 les comptes soient conservés plus régulièrement, la pratique semble encore loin d'être systématique. Entre 1384 et 1424, il reste des registres de comptes pour un peu moins d'une année sur deux (45 %). La conservation devient plus régulière ensuite, puisqu'entre 1425 et 1474 69 % des registres sont parvenus jusqu'à nous. La série est enfin presque continue à partir de 1475 : jusqu'en 1500, une seule lacune est à noter (1494³⁰). Les mêmes tâtonnements s'observent pour la série des registres de délibérations : entre 1406 et 1430, trois registres rassemblent les délibérations des années 1406-1410³¹, 1412-1421³², 1424-1428³³ ; les années 1411, 1422-1423, 1429-1430 manquent. En revanche, à partir de 1431 les délibérations sont gardées chaque année jusqu'à la fin de la période médiévale, hormis une lacune entre 1467 et 1470.

De l'adaptation du cartulaire au « Registre des ordonnances »

Ces évolutions dans la conservation des recueils sont combinées à plusieurs innovations dans leur production, qui se coulent dans le moule d'une utilisation déjà ancienne de l'écrit. En effet, à observer ce déploiement documentaire à partir des seuls manuscrits subsistant aujourd'hui, il est tentant de voir la principale nouveauté dans un saut quantitatif de la production d'instruments écrits, en contraste avec la période antérieure

29. Amiens, BAM, CC 3, f. 40.

30. Ces estimations, comme celles qui suivent sur les registres de délibérations, ont été réalisées à partir de l'inventaire de Georges Durand : G. DURAND, *Inventaire sommaire...*

31. Amiens, BAM, BB 1.

32. Amiens, BAM, BB 2.

33. Amiens, BAM, BB 3.

pour laquelle nous ne conservons qu'un cartulaire, le Registre E produit en 1318 par Jean Bargoul³⁴, et le Registre F contenant à partir de 1345 les listes des échevins année par année³⁵. Que les registres de comptes furent fort probablement produits avant contribue déjà à nuancer cette impression. L'inventaire des archives de la ville réalisé en 1458, qui consacre une section au recensement des livres, mentionne six manuscrits aujourd'hui perdus. Trois d'entre eux ne peuvent être situés dans le temps avec précision. En revanche, deux d'entre eux sont plus anciens : l'un est présenté comme le registre de cens et de rentes précédant celui de 1398, l'autre contient l'enregistrement des noms des bourgeois et commence par la phrase « Ysty juraverunt communiam anno domini millesimo CCO vicesimo octavo³⁶ ». De plus, un petit manuscrit concernant les droits et revenus relatifs au fief de la Caruée, acquis par la ville en 1318, a très bien pu être rédigé à ce moment, même si cela reste de l'ordre de l'hypothèse³⁷. Ainsi, même si la charnière des années 1380-1410 constitue un moment important dans l'histoire du fonds amiénois, l'existence de ces mentions et des Registres E et F indique que le gouvernement de la ville s'appuyait déjà sur un nombre important d'instruments écrits.

Si la nouveauté ne réside pas dans une amplification quantitative notable de la production écrite, peut-être la trouvera-t-on dans l'inventivité des solutions documentaires mises en œuvre ? Car il reste une rupture nette : alors que le Registre E était régulièrement alimenté depuis sa confection, ce n'est plus le cas lorsque le Registre A est fabriqué. Aucun acte rédigé entre 1383 et 1410 n'a été copié dans le Registre E. Les Registres A, B et G ont donc bien été conçus pour remplacer le registre de Jean Bargoul, mais les innovations dont ils font l'objet ne font qu'adapter un type documentaire ancien. Il peut en effet paraître étrange d'évoquer des cartulaires pour décrire l'innovation documentaire d'une ville à l'orée du XV^e siècle. De fait, l'apparition de ce type de document dans les villes de la région est déjà ancienne. Le *Livre Enchaîné* de Senlis a probablement été commencé dans le deuxième quart du XIII^e siècle³⁸ ; à Abbeville, la rédaction du *Livre Blanc* débute à la toute fin du XIII^e siècle³⁹ ; à Saint-Quentin, la première vague de rédaction du *Livre Rouge* a lieu peu après le rétablissement de la

34. Amiens, BAM, AA 5.

35. Amiens, BAM, AA 6.

36. Amiens, BAM, II 1, entrées n° 870 et n° 877.

37. A. THIERRY, *Recueil des monuments...*, p. 379-382.

38. M.-É. STERLIN, « Les cartulaires municipaux de Picardie : l'exemple du Livre Enchaîné de Senlis », dans B. RICARD, F. LANOUE et E. DUCROCQ éd., *Histoire médiévale, érudition et recherche dans l'Oise. Hommage à Louis Carolus-Barré*, Beauvais, 2012, [en ligne] URL : <http://archives.oise.fr/action-culturelle/publications/actes-de-colloque-et-autres-publications/>, consulté le 20 juin 2018.

39. S. DROLET, « Le Livre Blanc d'Abbeville », *Memini*, 12 (2008), p. 115-132.

commune, en 1322⁴⁰. Au sein des monastères environnants, c'est en siècles qu'il faut compter cette antériorité : l'abbaye Saint-Pierre de Corbie, située à une vingtaine de kilomètres d'Amiens, en a confectionné un dès la fin du X^e siècle⁴¹.

À Amiens, l'existence du Registre E montre que le cartulaire est aussi un outil connu et utilisé depuis longtemps par la ville. Clin d'œil au registre de Jean Bargoul, le décor des trois nouveaux cartulaires reprend le principe des initiales dorées sur fond bleu et rose qui l'ornaient. La logique qui sous-tend leur organisation est aussi analogue, et classique pour un cartulaire : les documents copiés dans leur intégralité sont regroupés par dossiers, soit thématiques, soit centrés sur une affaire. Enfin, près d'un tiers des actes contenus dans le Registre E (74 entrées sur les 266 transcrites avant 1383) a été recopié dans les trois cartulaires : ceux-ci le remplacent, mais plutôt dans une dynamique de renouvellement et de mise à jour que de *tabula rasa*.

Tout ceci ne doit cependant pas occulter le caractère novateur de cet ensemble de cartulaires, qui porte la marque de plusieurs tentatives pour en améliorer la consultation et en adapter la rédaction aux pratiques du temps. La multiplication des *codices* et la création de deux manuscrits spécialisés dans les relations avec l'évêque et le chapitre de Notre-Dame à côté du Registre A, plus général, en sont des exemples. Cette dissociation présente plusieurs avantages. Les différents recueils peuvent désormais être consultés par plusieurs personnes au même moment, voire en des lieux différents, et le nombre moins important de feuillets des Registres B et G les rend plus confortables à manipuler. La répartition des informations dans des unités matérielles plus réduites en accélère la recherche. Autre nouveauté pour Amiens, les Registres B et G sont dotés d'une table des matières plus perfectionnée que celle du Registre E : chaque document y est annoncé de la manière habituelle par un bref regeste de deux à quatre lignes, mais ensuite, pour les actes plus longs, chaque article est aussi résumé en une ligne, comme l'illustre l'exemple qui suit, extrait de la table des matières du Registre B⁴² :

Les lettres en latin donnee de monseigneur Guillame, evesque d'Amiens,
l'an mil IIC IIIIX II ou mois de fevrier :
De le justice des eaues entre le pont de Mioire e Amiens, et *caetera*

40. S. HAMEL, « Le cartulaire Livre Rouge de la ville de Saint-Quentin », *Memini*, 12 (2008), p. 133-148.

41. « Cartulaire de l'abbaye Saint-Pierre de Corbie [1] (Staatsbibliothek zu Berlin Preussischer Kulturbesitz (Berlin), Philipps 1776, original) », éd. P. BERTRAND, dans *CartulR—Répertoire des cartulaires médiévaux et modernes*, Orléans, 2006, [en ligne] : <http://www.cn-telma.fr/cartulR/codico3122/?para=1873t19>, consulté le 20 juin 2018.

42. Amiens, BAM, AA 2, f. 1.

De le justice de l’eau entre Caigny et le pont de Longueue
 De l’eau qui est entre l’abbie Saint-Jehan et le molin de leditte abbie
 Du molin a waide assis vers Saint-Jehan
 Du transport du marchié et marchandises
 De le coeullote faite ou kay
 De le hale faite en le terre des freres prescheurs.

La facture du Registre A comme le rythme de sa fabrication indiquent des changements dans la façon de rédiger le cartulaire. Tandis que le noyau initial du Registre E avait été réalisé d’un seul tenant par Jean Bargoul puis mis à jour ponctuellement, il semble avoir été prévu dès le début de rédiger le Registre A en plusieurs fois. Ainsi, le compte de 1386 évoque la rédaction « d’une partie du cartulaire⁴³ », supposant qu’une autre a été déjà copiée ou est prévue. De fait, le cartulaire comprend plusieurs parties qui répondent à la même mise en page et que l’on peut attribuer au travail initial de compilation des actes, mais qui semblent avoir été réalisées en plusieurs fois, de façon fragmentée. On ne peut d’ailleurs exclure que le Registre B ait d’abord été conçu comme une partie du Registre A qui en aurait ensuite été désolidarisée et étoffée. Le nombre élevé de feuillets laissés blancs dans le Registre A suscite aussi l’interrogation. Certains emplacements, en plein milieu d’un dossier cohérent, suggèrent que le scribe aurait laissé cette réserve pour revenir y copier un acte. Mais cette explication seule ne suffit pas. Avait-on d’avance prévu des espaces vierges pour permettre d’ordonner les mises à jour en fonction des thématiques des dossiers, au lieu de les accumuler sans ordre à la fin du manuscrit ?

Jusqu’ici, les compilations amiénoises (Registre E, A, B, G) réunissaient donc toutes, par cartularisation, des documents reçus par l’échevinage. Le Registre M rompt à double titre avec cette tradition documentaire : il s’éloigne de la logique de cartularisation et réunit des règlements émanant du corps échevinal lui-même. En effet, même s’il est lui aussi doté d’une table des matières et de titres annonçant chaque entrée, les textes qui suivent sont dépouillés de leur appareil diplomatique. Quelques-uns d’entre eux commencent par une brève suscription (« De par maieur et eschevins ») et quelques lignes d’exposé, mais la majeure partie se réduit uniquement au dispositif, parfois introduit par la formule « est ordené et deffendu ». Le grand nombre d’entrées débutant directement par « Item » et ne contenant qu’un article suggère également que seuls des extraits étaient copiés, ciblant et sélectionnant tel ou tel point de la décision. De la réglementation des lieux et des temps du commerce dans la ville à la circulation dans les fossés, en passant par le jeu de dés et la propreté de l’espace urbain, le Registre M constitue ainsi une sorte de corpus normatif

43. Amiens, BAM, CC 3, f. 40.

de référence « pour l'estat et bon gouvernement de la dicte ville, du bien commun et de la chose publique dicelle ville⁴⁴ ».

L'innovation documentaire à Amiens au tournant des XIV^e et XV^e siècles est faite tout autant de tâtonnements et d'adaptations que de création et de nouveauté. Loin d'être un projet décidé et planifié dès le début dans son ensemble, le renouvellement documentaire prend la forme d'une succession de réponses plus ou moins autonomes à la recomposition des pratiques du gouvernement induite par l'intervention royale. Ancrées dans la longue durée, les innovations mises en œuvre sont d'abord pensées pour ajuster les cadres anciens à la nouvelle conjoncture : les pratiques de conservation existantes sont modifiées pour garder les comptes, et le type du cartulaire est adapté pour créer une nouvelle compilation remplaçant l'ancienne. Ce n'est que dans un second temps que la ville se dote d'instruments écrits vraiment nouveaux par rapport à ses habitudes, comme le Registre M. Le succès de ces innovations s'apprécie sur le long terme. Si le Registre M est complété tout au long du XV^e siècle, les trois cartulaires constituent quant à eux une sorte de parenthèse documentaire : très peu d'actes y sont copiés après 1410, tandis que le vieux Registre E connaît une nouvelle vie à partir de la seconde moitié du XV^e siècle, concentrant toutes les mises à jour.

Marie-Émeline Sterlin – Université Paris 1/Université de Franche-Comté

44. Titre figurant au début du Registre M : « Cy apres s'ensieuent plusieurs ediz, ordonnances et estatus fais et ordonnés par les maire et eschevins d'Amiens pour l'estat et bon gouvernement de la dicte ville, du bien commun et de la chose publique dicelle ville » (Amiens, BAM, AA 12, f. 1).

L'innovation documentaire à Amiens, entre création et adaptation (fin XIV^e-début XV^e siècle)

Au tournant des XIV^e et XV^e siècles, le paysage documentaire de la commune d'Amiens tel qu'il nous est parvenu dans les archives connaît de profondes modifications. En plus de conserver plus régulièrement ses comptes et ses registres de délibérations, la ville se dote de trois nouveaux cartulaires pour remplacer l'ancien, renouvelle son registre de cens et de rentes, et fabrique un recueil de statuts. Progressive et de longue durée, cette réorganisation documentaire survient après une intervention royale modifiant les institutions et la pratique du gouvernement municipal. Durant cette période, la création de solutions neuves, comme un manuscrit rassemblant des ordonnances édictées par l'échevinage, côtoie une innovation pensée et mise en œuvre en termes d'adaptation des cadres anciens aux nouvelles exigences : ajustement des conditions existantes de conservation, aménagement du type ancien du cartulaire.

Amiens, archives, cartulaire, gouvernement municipal, registre de délibérations.

Documentary innovation in Amiens, between creation and adaptation (end of the fourteenth–beginning of the fifteenth century)

At the turn of the fifteenth century, the production of records of the city of Amiens (as far as its present archives reveal) underwent profound changes. Facing shifts in its institutions and tighter control from the King, the municipality renewed its practices of producing and conserving official written documents. During this gradual and lasting renewal, Amiens created new solutions, such as a register of statutes. This was coupled with carefully planned and executed innovations in adapting outdated systems to new requirements: for instance, adjusting existing conservation practices to keep the accounts and registers of deliberations, and changing the old cartulary by structuring it into three new ones.

Amiens, archives, cartulary, municipal government, register of deliberations.

Cléo Rager

Les premiers registres de délibérations municipales tenus dans les villes champenoises

Enjeux politiques et innovations documentaires (XV^e siècle)

Dans un article évoquant la production des registres de justice seigneuriale, Olivier Guyotjeannin formule l'hypothèse, « purement gratuite » selon lui, que « l'impact des pratiques des juridictions royales, Châtelet et bailliages en tête, a été considérable dans ce processus, comme a été considérable, au même moment, le rôle de l'administration royale dans la diffusion de modèles comptables vers les villes et les seigneuries¹ ». Nous souhaiterions revenir sur cette question de l'influence royale pour un autre type de documents rédigés en nombre croissant dans les villes pour la même période et souvent associés aux comptabilités, à savoir les registres de délibérations municipales². Pour étudier plus spécifiquement cette question de l'innovation documentaire, nous nous pencherons sur les premiers registres champenois, dont la rédaction s'amorce sur une courte période allant de 1417 à 1429, conservés aujourd'hui aux archives municipales des villes de Châlons-en-Champagne, Reims et Troyes. Précisons d'emblée

1. O. GUYOTJEANNIN, « Les registres des justices seigneuriales de la France septentrionale (XIII^e-début XVI^e siècle) », dans G. NICOLAJ éd., *La diplomatica dei documenti giudiziari (dai placiti agli acta-secc. XII-XV)*, Rome, 2004, p. 60, cité par P. BERTRAND, *Les Écritures ordinaires. Sociologie d'un temps de révolution documentaire (entre royaume de France et empire, 1250-1350)*, Paris, 2015, p. 271. À propos des registres comptables, ce dernier écrit lui-même que « la mise en œuvre des comptabilités est imposée par le roi, pour les villes du Nord, à partir de 1260-1262 » et en appelle à « une enquête sur ces relations entre le roi de France et ses villes, autour des comptabilités du Nord [...] ». Le contrôle des comptes par les princes, dès la seconde moitié du XIII^e siècle, constitue probablement à la fois la raison de cette innovation comptable comme son contrepoint douloureux. »

2. Dans le cadre d'une mission menée à l'Institut de recherche et d'histoire des textes depuis 2013, l'analyse et la comparaison de nombreux registres de ce type, produits dans des villes de la moitié nord de la France, m'ont précédemment permis de mettre au jour la grande hétérogénéité de ces manuscrits, dans le contenu comme dans la forme, et de remettre en cause l'idée d'un modèle et d'une définition précise du « registre de délibérations municipales » dans la France du Nord des XIV^e et XV^e siècles.

que la nature de registre de délibérations de ces documents ne soulève pas de doute : dans les trois cas, nous retrouvons principalement le format relativement classique des procès-verbaux avec les mentions de la date et du lieu en vedette, isolées et marquées d'un retrait à chaque nouvelle séance retranscrite, suivies de celles des noms des participants, ou du moins de l'institution, puis du texte des décisions prises, organisé par paragraphes. Précisons également que pour ces trois villes, et de façon plus générale, ce n'est pas le registre de délibérations qui invente la pratique de la délibération. Des traces de délibérations sont perceptibles bien antérieurement dans la documentation. Comment alors expliquer ce passage à l'enregistrement écrit ? Cela renvoie-t-il à une évolution institutionnelle ? Qui en serait l'instigateur et selon quels modèles ?

Des registres produits dans le contexte du conflit entre Armagnacs et Bourguignons

La rédaction de ces premiers registres de délibérations conservés pour ces trois villes a été entreprise dans un cadre chronologique très rapproché : 1417 pour le registre de Châlons-en-Champagne, 1422 pour celui de Reims et 1429 pour celui de Troyes. Par rapport à la dynamique globale de rédaction des registres de délibérations, ceux-ci paraissent relativement tardifs (Fig. 1).

Les premiers registres de ces trois villes occupent une place isolée au sein de leurs séries documentaires respectives. À Troyes, on conserve un registre couvrant les années 1429 à 1433, puis plus aucun avant 1483. Particulièrement bien tenu par le conseil de ville, ce premier registre n'émane pas de la même institution que le second qui sera produit par l'échevinage après sa confirmation par Charles VIII en 1483³. Ce dernier est d'ailleurs qualifié dans les autres sources de « registre de l'eschevinaige », ce qui le distingue clairement du premier. À Reims, le premier registre est aussi indépendant chronologiquement de ceux d'après, avec un saut chronologique de trente-trois années avant le registre R31. Il se présente comme un registre de délibérations, avec des détails sur la prise de décisions, alors que les suivants seront exclusivement des registres de conclusions⁴. À Châlons,

3. Troyes, AM, A1 (1429-1433), A2 (1483-1499) et A3 (1499-1511). Le premier registre a fait l'objet d'une édition (incomplète) par A. Roserot, *Le Plus Ancien Registre des délibérations du conseil de ville de Troyes (1429-1433)*, Troyes, 1886.

4. Reims, AM, *incipit* des cahiers des registres R30 et R31. R30, f. 82 : « C'est le papier ou sont escriptes les deliberacions et conclusions prinses au conseil de la ville de Reins pour les affaires d'icelle commençant le deuxieme jour d'avril l'an mil CCCC et XXVII, tenu ledit conseil par Thomas de Bazoches, lieutenant etc... » ; R30, f. 198 : « Papier ou registre des deliberacions prinses et faites au conseil de la ville de Reins commençant le sixiesme jour d'avril l'an mil IIII^e XXXIII ». On remarque une évolution dans les *incipit* des registres

Fig. 1. Les années couvertes par un enregistrement écrit des délibérations municipales pour seize villes de la moitié nord de la France (1330-1506)

© Cléo Rager

la série de registres manifeste une plus grande continuité, mais le premier registre, et notamment son premier cahier, présentent des spécificités qui ne se retrouveront plus dans la suite de la série⁵.

Or, ces trois registres ont été composés dans un moment de changement de tutelle de ces villes, dans le contexte de la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons, et ceci apparaît d'emblée dans chacun des registres. À Châlons, le premier cahier n'est pas d'abord présenté comme un cahier de délibérations, mais comme un registre aux causes ; il s'ouvre pour noter les manquements à la foi jurée en août 1417, au moment du passage de la ville sous le camp bourguignon :

C'est le registre des causes et appointemens fais par les commissaires ordonnez pour le roy nostre seigneur et pour noz tres redoubtez seigneurs monseigneur le dalphin et monseigneur le duc de Bourgogne es cité et diocese de Chaalons et es villes enclavees en icellui diocese, a l'encontre des perturbateurs de paix, sedicieux, adherens, conseillans, confortans et aidans les adversaires et ennemis du roy nostre dit seigneur, de nosdis tres redoubtez seigneurs et de la chose publique de ce royaume. Les noms desquels commissaires et le povoirs a eulx donné sont denommez et declairiez es lettres cy apres transcriptes⁶.

Les premières pages d'octobre 1417 exposent le droit de juger ces délits conféré à une commission d'hommes sûrs. C'est cette commission qui, élargissant ses responsabilités, prend rapidement en main le gouvernement de la ville.

Pour ces trois villes, l'institution du conseil de ville, bien plus ancienne que la tenue des registres, remonte au milieu du XIV^e siècle (1358 pour Troyes et Reims, 1373 pour Châlons). À Reims, la création du conseil de ville date de 1347, ratifiée officiellement par lettres royales du 9 septembre 1358, avec à sa tête le capitaine royal ayant des prérogatives

suivants : R32, f. 1 : « c'est le *registre des conclusions faictes au conseil de la ville* et cité de Reins par devant le capitaine de ladite ville ou son lieutenant depuis le XXIII^e jour du mois de fevrier l'an mil III^e LXVIII, et a ce temps estoit clerc du conseil Henry Payot, tabellion royal » ; R31, f. 38 : « C'est le *registre des conclusions faictes au conseil de la ville et cité de Reims* par devant le cappitaine de ladite ville ou son lieutenant depuis le XII^e jour du mois d'octobre l'an mil III^e LXX... ». Nous soulignons. Le registre R30 a été édité par S. GUILBERT, *Registre de délibérations du Conseil de ville de Reims (1422-1436)*, Reims, 1990.

5. Ce caractère précoce du premier registre par rapport au reste de la série se retrouve également à Compiègne où le registre BB1 contient les délibérations de 1406 à 1417 tandis que ceux d'après reprennent en 1467, en une série ensuite presque continue jusqu'à la Révolution française.

6. Châlons-en-Champagne, AM, BB1, 1417-1421, f. 1. Sylvette Guilbert a également édité ce registre châlonnais : *Registre des délibérations du Conseil de ville de Châlons-en-Champagne : 1417-1421*, éd. S. GUILBERT, Châlons-en-Champagne, 2001.

militaires, fiscales et la responsabilité du maintien de l'ordre public, mais c'est le ralliement de la ville au duc de Bourgogne (en 1417 également) qui permet au conseil et au capitaine d'accroître leur emprise, comme à Châlons. Ces derniers ne sortent de l'ombre, dans ce premier registre, qu'à partir des années 1420. On a d'ailleurs perdu le début du registre qui commence peut-être également en 1417. Julien Briand signale un indice de mise à l'écrit de conclusions en 1420. Seigneurs ecclésiastiques et échevins du ban réagissent en signant entre eux un accord en 1421 pour limiter les empiètements du conseil⁷.

À Troyes, le registre débute juste après la reprise de la ville par le dauphin, le 9 juillet 1429. La première réunion du conseil copiée date du 22 septembre 1429. Dans cette entreprise de remise en ordre après dix années de présence bourguignonne dans la ville où fut pris le « traité de Troyes » du 21 mai 1420, le bailli fait office de chef d'orchestre, épaulé par les officiers royaux⁸. *L'incipit* du registre de délibérations est d'emblée placé sous son autorité : « Registre et papier des assemblees faictes des congié, licence, et auctorité de monseigneur le bailli de Troyes ou son lieutenant par messires les gens du clergié, bourgeois et habitans de la ville de Troyes⁹. »

Cette innovation documentaire n'est donc pas associée à un parti, même si, chronologiquement, ce sont d'abord les Bourguignons qui l'utilisent. Mais les Armagnacs les imitent très vite. Peut-être, cependant, un registre a-t-il d'abord été tenu sous les Bourguignons à Troyes ? C'est en tout cas de 1425 que date le premier feuillet de délibérations conservé¹⁰. Ce rapprochement entre présence bourguignonne et tenue d'un registre de délibérations avait déjà été esquissé par Édouard Maugis à propos d'Amiens, en 1406¹¹. Le souci de tenir un registre de délibérations se retrouve d'ailleurs à la cour de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, en 1433. Il ordonne à ses secrétaires de préparer des actes après la tenue de son conseil ordinaire, et de tenir un « bel registre des besoignes et matieres qui se demeneront ». Treize ans après la réforme du conseil, Philippe signale qu'un secrétaire devra enregistrer les délibérations du conseil en « un registre en papier pour la seurté des matieres ». Une fois écrit, le registre devra être montré au conseil, « afin de corriger ledit registre si besoing estoit¹² ».

7. J. BRIAND, *L'Information à Reims aux XIV^e et XV^e siècles*, thèse de doctorat sous la direction de Claude Gauvard, Université Panthéon-Sorbonne, 2012, p. 169.

8. Pour une analyse plus approfondie du contexte et de la production du registre, je me permets de renvoyer à C. RAGER, « Entre Bourguignons et Armagnacs, communauté urbaine et fidélités politiques (Troyes, 1429–1433) », *Questes*, 3 (2016), p. 123–138.

9. Troyes, AM, fonds Boutiot, A1, f. 1.

10. Troyes, AM, fonds Boutiot, AA7, 1^{re} liasse, 1, 19 août [1425].

11. É. MAUGIS, *Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens : des origines de la commune à la fin du XVI^e siècle*, Paris, 1906, p. 190.

12. G. SMALL, « Municipal Registers of Délibérations in the Fourteenth and Fifteenth Centuries : Cross-Channel Observations », dans *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs*,

Le roi paraît également souvent être un initiateur de la tenue de tels documents. Dès le XIII^e siècle, les villes du Nord reçoivent des consignes quant à la conservation des comptes et documents comptables à partir de la mise sous tutelle comtale en 1298 : « La diffusion de la pratique de conservation de cette documentation s'explique par l'intervention du roi Philippe le Hardi en 1279 afin d'opérer un meilleur contrôle sur les finances urbaines¹³. » Le processus semble être un peu plus tardif pour les registres de délibérations. En 1373, la charte octroyée par le roi aux habitants d'Angoulême précise la nécessité de tenir un tel registre : « Le maire, les eschevins, les conseillers et les pers s'assembleront une fois le mois pour les affaires communes ; et les deliberacions qu'ils feront seront ecrites sur le registre¹⁴ ». Ce lien entre intervention politique et innovation documentaire se retrouve ailleurs. À Rouen, en 1389, le registre de délibérations s'ouvre après la reprise de la ville par le dauphin, sous l'égide ici aussi de l'officier royal : « Le pappier des deliberacions et appointemens fais devant nous Jehan de la Tuille, bailli de Rouen et de Gisors et commissaire du roy monseigneur en ceste partie touchanz la ville de Rouen, commenchant le XI^e jour de juing l'an mil CCC IIII^{xx} et neuf¹⁵. » On retrouve également à Toulouse, en 1390, une ordonnance royale faisant part à la ville de l'obligation de tenir des registres de délibérations et des registres de compte (pourtant tenus depuis 1374)¹⁶. À Saint-Omer, c'est en 1447, au moment de la réforme de l'échevinage par le duc de Bourgogne, que commence la tenue des registres de délibérations.

Cette attention à la documentation urbaine de la part des autorités semble exacerbée par la guerre de Cent Ans. Claude Gauvard cite ainsi

représentations, pratiques, Paris, 2007, p. 43. À ce sujet, voir également P. COCKSHAW, *Le Personnel de la chancellerie de Bourgogne-Flandre sous les ducs de Bourgogne de la Maison de Valois : 1384-1477*, Kortrijk/Heule, 1982, p. 189-191 ; E. CHAMPEAUX, *Les Ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du Duché : avec une introduction sur les origines du Parlement de Bourgogne*, Paris, 1908, p. 233.

13. T. BRUNNER, *Douai, une ville dans la révolution de l'écrit du XIII^e siècle*, thèse de doctorat sous la direction de B.-M. Tock, Université de Strasbourg, 2014, p. 189. Voir à ce sujet W. PREVENIER, « Les sources de la pratique judiciaire en Flandre du XII^e au XV^e siècle et leur mise en œuvre par les historiens », dans J. CHIFFOLEAU, C. GAUWARD et A. ZORZI éd., *Pratiques sociales et politiques judiciaires dans les villes de l'Occident à la fin du Moyen Âge*, Rome, 2007, p. 107-110.

14. « Lettre accordant aux habitants d'Angoulême les privilèges dont jouissent ceux de Saint-Jean d'Angély et de Rouen », dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, cinquième volume, éd. D.-F. SECOUSSE, Paris, 1736, vol. 5, p. 667.

15. Rouen, AD Seine-Maritime, A1, f. 1. Cependant ce registre n'est sans doute pas le premier de la série, comme le révèle cette mention au f. 34 : « Apointié fu que le procureur du roy et les procureurs de la ville savoient par les registres du temps passé que il a esté des draps qui ont esté apparillés d'autre terre que de la terre de ladite ville... ».

16. X. NADRIGNY, *Information et opinion publique à Toulouse à la fin du Moyen Âge*, Paris, 2013, p. 70.

l'exemple d'Aleume Cachemarée, ancien clerc criminel au Châtelet, devenu substitut du procureur du roi au bailliage d'Amiens, chargé d'enquêter sur une affaire d'abus de gestion à Amiens, en 1402-1403 : « son premier souci consiste en ce que la ville tienne désormais des registres et qu'ils soient conservés dans un lieu approprié¹⁷ ». À Paris, en septembre 1410, Nicolas de Baye fait « murer l'uis de la Tourelle » de crainte que les registres des procès soient détruits par les gens d'armes qui les auraient « embrouillez, fouillez, adirez et perduz... », ce « qui seroient dommage inestimable à tous de quelques estat que ce soit de ce royaume¹⁸ ». Selon Claude Gauvard, « ce goût des archives est typique de ce milieu des officiers royaux ». Aux yeux de la monarchie, et notamment des théoriciens réformateurs, très influents sous les règnes de Charles V et de Charles VI, la bonne gestion passe par l'écrit : « Le résultat est clair : au Parlement comme au Châtelet mais aussi dans les justices seigneuriales parisiennes, le besoin se fait sentir de tenir de mieux en mieux les registres judiciaires. Un souci d'exhaustivité et de rationalité anime dès lors les rédacteurs¹⁹. » Cette attention est portée à la tenue mais également à la conservation des registres. À Reims, le conseil prend ainsi cette décision le 24 juin 1429, juste au moment où la ville va rebasculer du côté Armagnac :

Item sont esleuz pour veoir les ordonnances et advis anciens monseigneur de Saint Denis, monseigneur le prevost de l'eglise, maistre Jehan de Chehery, [...]. Et extrairont ce qu'il est expedient de faire promptement et rapporteront a lundi ce qu'ilz aueront fait, seront ensamble pour ce adviser a demain apres matines de Notre-Dame et si adviseront se les conclusions qui se feront doresenavant seront mises en un livre qui se mettera en un coffre ou il y aura III clefs, dont messeigneurs de l'eglise en auront une, le lieutenant une et messeigneurs les eschevins l'autre²⁰.

Ce contexte commun de reprise en main a-t-il alors influencé la forme des registres ?

17. Paris, AN, X1C 85B, pièce 266, citée par C. GAUWARD, « Les humanistes et la justice sous le règne de Charles VI », dans M. ORNATO et N. PONS éd., *Pratiques de la culture écrite en France au XV^e siècle. Hommages à Gilbert Ouy*, Louvain-la-Neuve, 1995, p. 222.

18. Nicolas de BAYE, *Journal de Nicolas de Baye, greffier du parlement de Paris, 1400-1417*, éd. A. Tuetey, Paris, 1885, p. 335, cité par C. GAUWARD, « Les humanistes et la justice sous le règne de Charles VI »..., p. 222.

19. C. GAUWARD, « *De grace especial* ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, Paris, 2010, p. 43-44.

20. Reims, AM, R30.

Crise et forme documentaire

Il est possible qu'un même modèle ait guidé la rédaction des registres de Reims et de Châlons, dont toutes les entrées commencent par la forme « Du x^e jour de la semaine ». Cet indice peut sembler ténu, mais sur l'ensemble des registres consultés, cette formule ne se retrouve que dans le premier registre de Bourges, commençant en 1504. Les clercs avaient-ils alors recours à des formulaires ou à des modèles ? On peut le croire au vu de certaines formules ou délibérations réécrites plusieurs fois dans les registres. À Châlons et à Reims, on lit des répétitions de paragraphes, voire de pages entières, concernant notamment la forme et le déroulement des séances. Ainsi, à Châlons, il est décidé :

de faire faire serement a tous ceulx qui continueront ledit conseil de deliberer des choses et matieres mises en deliberacion loialment et selon ce que leur conscience leur jugera, de tenir les conclusions faites en icelluy conseil secrettes et non faire savoir directement ou indirectement par parolles, escriptures, signes ou autrement a quelque personne de quelque estat qu'il soit lesdites conclusions, par especial celles qui doivent et devront estre secrettes, par especial celles qui seront ordonnees et dites estre secrettes, de non parler en son hostel, a ses femmes ou serviteurs des matieres traittees audit conseil²¹.

Or, on trouve exactement le même texte écrit à plusieurs reprises dans le registre.

Mais c'est le contenu des délibérations qui semble être le plus révélateur du contexte troublé et de la spécificité de ces registres. L'étude du texte des trois registres montre tout d'abord l'omniprésence des officiers royaux. Les délibérations du premier cahier du registre troyen ne sont retranscrites qu'en présence du bailli ou de son lieutenant : lorsque le bailli et le clerc de ville partent auprès du roi pendant trois mois, le registre s'interrompt jusqu'à leur retour à Troyes, alors même que des réunions du conseil ont lieu pendant ce temps-là²². Les délibérations rémoises se tiennent toutes en présence du lieutenant ou du capitaine²³.

21. Châlons-en-Champagne, AM, BB1, f. 57 (p. 54-55 du registre édité), mais aussi f. 144v (p. 167).

22. Voir ci-dessous.

23. Ce rôle des forces politiques dans la ville a déjà été observé pour les villes provençales par Noël Coulet lorsqu'il écrit que toutes les communes avec des registres de délibérations sont des communes de syndicat dont les conseils ne peuvent se réunir qu'avec l'accord du représentant du seigneur qui convoque le conseil. N. COULET, « Les délibérations communales en Provence au Moyen Âge », dans C. CAROZZI et H. TAVIANI-CAROZZI éd., *Le Médiéviste devant ses sources : questions et méthodes*, Aix-en-Provence, 2004, p. 227-247.

Le contenu de ces trois registres concerne principalement des faits touchant la guerre. Les délibérations s'attachent surtout à la répression, c'est-à-dire à la poursuite des individus supposés soutenir le camp adverse et la chasse aux espions, justifiant parfois la tenue de certaines assemblées : « Le vendredi matin III^e jour dudit mois d'octobre [1432] vindront nouvelles que les Anglois avoient le jour de hier a matin la ville de Provins et pour ce furent assemblez²⁴. » Ils font état « de plusieurs paroles et consultations touchans fait de sedicion dites et faites par aucuns des habitans de ceste ville », et il est décidé que « le lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois s'en informera²⁵ ». Les condamnations et décisions judiciaires sont courantes dans les trois registres, comme ici à Reims le 13 août 1431 : « a esté deliberé de Jehanin de Monthiermé, prisonnier pour le fait de la guerre, que on lui fera son proces bien et deuement et sur icellui on lui fera raison et justice²⁶ ». Ces registres ont un objectif évident de contrôle, contrôle des individus mais également de contrôle de l'utilisation des deniers de la ville. Le lien étroit entre la tenue de ces registres et la vérification des comptabilités est visible dans les très nombreuses mentions de contrôle et d'audition des comptes contenues dans les trois registres²⁷. Qu'est-ce que nous apprennent alors ces registres sur les modalités des réunions dont ils rendent compte et de leur mise par écrit ?

Dans les trois villes, les séances ont lieu principalement le lundi et jeudi, avec des rythmes similaires, très souvent en présence d'un officier ducal ou royal. À Troyes, sur 148 réunions dont le compte rendu est copié dans le registre, environ 60 ont lieu le jeudi, loin devant les autres jours. 85 réunions ont lieu dans la « salle royale », liée aux officiers royaux. À Châlons, les délibérations du conseil de ville se font à l'hôpital du Saint-Esprit. Dans les trois registres, les modalités des séances sont répétées à de nombreuses reprises, comme nous l'avons déjà vu pour Châlons. À Troyes, on les trouve précisées au début du second cahier en octobre 1431, après la liste des noms, indiquant que :

lesquelz esleuz pevent, pour et ou nom de ladite ville et des communes affaires d'icelle, eulx assemblez en presence de justice adviser, deliberer et conclure esdites affaires et autant faire comme se toute la commune y estoit. Et ont juré et promis es mains de maistre Pierre le Tartrier, lieutenant de monseigneur le bailli, ce faire loialement tenir secret ce qui sera a tenir secret et vaquer chascune sepmaine au jour du juedi, a l'issue de la messe

24. Troyes, AM, fonds Boutiot, A1, f. 106v.

25. Châlons-en-Champagne, AM, BB1, f. 96 (p. 104).

26. Reims, AM, R30, f. 124.

27. Par exemple à Troyes, en lien avec l'état des comptes du 12 janvier 1431 : Troyes, AM, fonds Boutiot, AA62, 2^e liasse, pièce 5 ; ou encore à Reims : Reims, AM, R30, f. 1, « Item a esté ordonné de pourveoir a faire rendre les comptes des deniers de la ville ».

Perricart, en la sale royal a Troies senz y deffailier se il n'y a excusacion legitime, a peine de XX deniers pour deffault, et pour lesquelz recevoir a esté commis Simon [illisible], et pour les executer et faire venir ens sont esleuz sergens Odinot de Dijon et Guillaume de Vaugouley, c'est assavoir les deffaillans du juedi Vaugoulay et des jours en sepmaines Odinot²⁸.

On y lit tout d'abord l'importance du secret et le strict contrôle des municipalités sur ces registres²⁹. Ici encore, cela n'a rien d'exceptionnel : à Rouen, les registres ne doivent pas sortir de l'Hôtel de Ville. À Tournai, on enferme quelqu'un pour s'être approprié les registres. De même, les serments sont omniprésents dans les trois registres, comme ici à Reims dès l'ouverture du codex : « [...] firent serment de bien et loyalment conseiller la ville, dire franchement au bien de la chose publique leurs opinions, de tenir secret les deliberacions et venir toutesfois que mandé seront³⁰. »

En ce qui concerne le fonctionnement de la mise par écrit, on identifie pour les villes de Reims et de Troyes des clercs qui apparaissent dans la documentation à ce moment précis et qui semblent diriger la rédaction du registre. À Troyes, Laurent Tourier se manifeste pour la première fois dans les archives de la ville avec ce registre. Quant à Jehan Maubrouet à Reims, il est pensionné comme clerc depuis 1412. Ces deux personnages ont beaucoup de similitudes. Ce sont deux clercs promis à une longue carrière dans la ville, devenant tous les deux par la suite procureurs des habitants (Jehan Maubrouet de 1435 à 1444 environ, Laurent Tourier au moins jusqu'en 1449). Ces clercs apparaissent alors comme des figures clés de l'émergence des registres du conseil. Précisons que Laurent Tourier est manifestement à la tête d'une petite équipe. Lorsque, le 17 novembre 1438, il est pris la décision de faire une lettre, il mande Jehan Naget, Félix Barat et Thibaut Colet à cet effet³¹. Nicolas Guidier, clerc du bailliage de Troyes, l'aide lui aussi régulièrement, ce qui justifie qu'on lui donne une place de guet proche de l'écritoire où il doit se rendre souvent³². En dehors de cette dynamique de rédaction collective chapeautée par le clerc de ville, le processus d'écriture de ces registres reste encore dans l'ombre. Quelques observations supplémentaires peuvent toutefois être faites. Pour ces trois

28. Troyes, AM, fonds Boutiot, f. 62.

29. Cette importance du secret n'est pas propre aux registres de délibérations municipaux. Les comptes et réunions de la chambre des comptes de Bourgogne sont saturés de cette préoccupation du secret. Je remercie Jean-Baptiste Santamaria pour cette précision. Sur cette question fondamentale du secret, je renvoie à son ouvrage récent : J.-B. SANTAMARIA, *Le Secret du prince : gouverner par le secret à la fin du Moyen Âge. France, Bourgogne XIII^e-XV^e siècle*, Ceyzérieu, 2018.

30. Reims, AM, R30, f. 1v.

31. AM Troyes, fonds Boutiot, A1, f. 71v.

32. *Ibid.*, f. 35.

registres, il apparaît que les délibérations ne sont pas notées au jour le jour. On y voit ainsi à plusieurs reprises des confusions dans la copie des dates. À Troyes, dans celle du 1^{er} février 1432 est notée une nouvelle du 2 février³³. De même, les comptes rendus font parfois l'objet de réécriture entre le brouillon et la version du registre. Un exemple de brouillon ou d'une minute d'une séance recopiée dans le registre de délibérations retrouvée dans les archives municipales de Troyes permet d'approfondir cette question de la mise au net. On observe beaucoup de changements entre les deux versions avec une atténuation des contestations, une juridisation de l'ensemble et une version finale plus courte que le brouillon³⁴. Cette relecture et ces changements ne peuvent laisser croire à une spontanéité de l'écrit de la délibération lors de la réunion. Pourtant, cette rédaction différée des délibérations dans le registre n'est pas toujours la règle : à Toulouse et à Saint-Affrique, les comptes rendus sont enregistrés pendant la séance³⁵.

Les conditions de production de ces registres champenois remettent alors en question l'idée que les registres de délibérations seraient une « parole de ville », à l'image des chroniques urbaines qualifiées comme telles par Pierre Monnet³⁶. Ils paraissent davantage destinés à rendre compte de l'action du conseil, pouvant peut-être se trouver soumis à un potentiel contrôle royal, en réalité sans doute rarement mené. Au lieu d'y voir comme déterminant l'enjeu politique de démonstration du consensus politique devant la population, on peut y voir le compte rendu à valeur juridique de l'activité du conseil, dont celui-ci est tenu pour responsable en cas de contestation. Ceci explique alors le caractère très stéréotypé et normatif de ces registres, qui ont une valeur de validation de l'action juridique, dans le sillage des comptes que les receveurs doivent rendre.

Des registres de délibérations représentatifs de la politique municipale ?

Cette constatation faite, nous pouvons alors en dernier lieu nous interroger sur la capacité des registres de délibérations municipaux à être des sources d'informations pour les historiens étudiant le gouvernement

33. *Ibid.*, f. 78v-79.

34. AM Troyes, fonds Boutiot, AA7, 1^{re} liasse, 6, 9 novembre 1431. Voir l'annexe ci-dessous.

35. C'est ce qu'observent X. NADRIGNY, *Information et opinion publique à Toulouse à la fin du Moyen Âge...*, et J. MALLET, *Rapporter, discuter, diffuser : information et opinion à Saint-Affrique en Rouergue à la fin du Moyen Âge, c. 1380-c. 1480*, thèse de l'École des chartes, Paris, 2014.

36. P. MONNET, *Les Rohrbach de Francfort : pouvoirs, affaires et parenté à l'aube de la Renaissance allemande*, Genève, 1997, p. 11.

et la politique municipale, puisque c'est ainsi qu'ils ont longtemps été considérés.

La comparaison du registre de délibérations de Troyes infirme tout d'abord l'idée de l'enregistrement exhaustif de la politique municipale : même lorsqu'il n'y a pas de délibérations copiées dans le registre, parfois pendant un long moment, comme du 16 octobre 1429 au 27 janvier 1430, de nombreuses quittances sont émises pendant cette période et des requêtes présentées devant le conseil du bailli, à l'image de celle-ci, reçue par le bailli en son conseil, en la salle, le 12 décembre 1429 :

Par monseigneur le bailli, son lieutenant et messires les trente esleuz au conseil a esté deliberé que des deniers de l'ayde dont fait mencion ceste requeste ledit suppliant sera recompensé et pour ce faire sera prins resgard au contenu en la certification des dessus nommez commis a faire ladite ayde et de ce faire ledit suppliant fera ung mandement adrecant audit collecteur, lequel lui sera signé par messires les commis a ce faire. *En la sale le lundi XII^e jour de decembre l'an M CCCC XXIX.* Dijon. Guidier³⁷.

De même, une minute nous apprend que « le lundi XXVII^e jour du mois d'aoust mil III^e XXXI [27 août 1431], Guillaume de Pluerre, receveur des deniers communs de la ville de Troies pour ung an fini a Saint Remy mil III^e XXX [1430] a presenté en la chambre son compte de la recepte et despence par lui faicte ouquel compte sont aborder, augmenter ou diminuer ce qui s'ensuit³⁸ ». Rien n'en est dit dans le registre (où pourtant les questions d'audition des comptes sont très présentes), alors même qu'y sont enregistrées les traces des réunions des 28 et 30 août 1431. Deux hypothèses s'offrent alors à nous : soit certaines séances du conseil ne faisaient pas l'objet de la rédaction d'un compte rendu, soit certains feuillets ou cahiers n'ont pas été reliés dans le registre au moment de sa composition ou ont été perdus. La première hypothèse renverrait au fait que certains registres de délibérations paraissent n'être qu'une sélection des réunions municipales. Noël Coulet note lui-même que les notaires n'enregistrent sans doute pas toutes les délibérations prises par le conseil³⁹. Pour Compiègne, Jean-Christophe Tölg insiste sur le très petit nombre de délibérations contenues dans le registre et leur caractère très fragmentaire⁴⁰.

37. Troyes, AM, fonds Boutiot, BB1, 2^e liasse, 56 (nous soulignons).

38. Troyes, AM, fonds Boutiot, AA62, 2^e liasse, 5.

39. N. COULET, « Les délibérations communales... ».

40. J.-C. TÖLG, « Prendre avis, délibérer, conclure. Les délibérations municipales à Compiègne au début du XV^e siècle », dans M. CHARAGEAT et C. LEVELEUX-TEIXEIRA éd., *Consulter, délibérer, décider : donner son avis au Moyen Âge*, Toulouse, 2010, p. 299-316. Mais cette situation dépend beaucoup des villes : à Rouen, entre juin 1389 et novembre 1390, on compte 229 réunions retranscrites, soit une tous les deux ou trois jours.

En outre, nous l'avons déjà ébauché, ce conseil ne constitue qu'une seule des institutions de la ville. À Reims, un échevinage fait concurrence au conseil, ne produisant pas de délibérations mais des registres judiciaires, des comptes, des cartulaires⁴¹. Julien Briand indique l'existence de registres produits par l'échevinage à partir des années 1460, visant à garder la mémoire des ordonnances décidées par les échevins à leur buffet⁴². Les premiers enregistrements de délibérations dans la documentation urbaine, rédigés au XIII^e siècle, se trouvent dans le *Livre rouge* de l'échevinage⁴³. À Châlons, une liasse sur les assemblées générales révèle un autre moment et un autre lieu de la construction politique de la ville. Des procurations et lettres données lors de ces assemblées mettent en lumière des réunions non enregistrées dans le registre de délibération chalonnais, alors même qu'on y copie dans le même temps des procès-verbaux de décisions prises par le conseil⁴⁴. Ainsi, le mardi 5 avril 1418, a lieu une assemblée générale dans la ville qui n'est pas rapportée dans le registre BB1, alors que dans celui-ci sont indiquées des délibérations les 3 et 6 avril. Le 13 janvier 1424, en l'hôtel épiscopal, a lieu une assemblée générale « ouquel lieu l'en a acoustumé de traictier, parler et besongner par assamblees generales des besongnes et affaires de la dicte ville de Chaalons », avec des représentants des bourgeois et habitants de Châlons, assemblée par cri général. Cette bipartition de la vie municipale urbaine entre conseils et assemblées générales se retrouve dans de nombreux contextes urbains, mais les registres de délibérations ne se révèlent pourtant pas toujours exclusifs. À Clermont, les procès-verbaux des réunions des assemblées générales et ceux des conseillers sont recopiés dans les registres par le clerc, classée séparément à partir de 1464. De 1490 à 1496, ces procès-verbaux sont transcrits dans l'ordre chronologique sans distinction selon leur nature⁴⁵.

De même, à Troyes, tout au long du XV^e siècle, des assemblées générales d'habitants ont lieu mais apparaissent peu dans les registres de délibérations. Ici encore, les archives de la ville témoignent d'une assemblée générale tenue le 11 juin 1431 dont les registres de délibérations ne disent

41. Sur l'échevinage de Reims, voir P. DESPORTES, *Reims et les Rémois aux XIII^e et XIV^e siècles*, thèse, 1977, vol. 2, p. 740-768.

42. J. BRIAND, *L'Information à Reims aux XIV^e et XV^e siècles...*, p. 156.

43. Reims, AM, R6, f. 219 par exemple. À ce sujet, voir les travaux d'E. MELIN : « Recopier, sauvegarder, prouver : l'inventaire d'archives, répétition du pouvoir ? Exemple de l'inventaire d'archives de l'échevinage de Reims (1486) », mémoire de maîtrise, Université Paris 10-Nanterre, 2004, et sa thèse en cours sous la direction de Franck Collard, intitulée « Entre gouvernement et mémoire. Les archives des institutions municipales de Reims (XIV^e-XVII^e siècles) : constitution, gestion et usages ».

44. Châlons-en-Champagne, AM, liasse BB37.

45. F. GARNIER et N. PREYNAT, « Notes sur les registres de délibérations des villes du Rouergue et de l'Auvergne. L'exemple de la Cité de Rodez et de Clermont au milieu du xve siècle », *Memini*, 12 (2008), p. 233-290.

rien, alors même que les réunions du conseil des 7 et 23 juin de la même année y sont rapportées⁴⁶. Ainsi en est-il plus généralement de l'assemblée de la Saint-Barnabé qui rassemble tous les ans au beffroi les habitants de la ville pour l'audition de certains comptes, la tenue de messes et de rituels urbains, la nomination des nouveaux officiers de la ville, assemblée lors de laquelle sont prises un certain nombre de décisions, comme en témoignent les mandements et lettres qui en émanent. Or, si celles-ci ne laissent pas de trace dans les registres de délibérations de la ville, on trouve des documents à leur sujet dans les archives de la ville. Ainsi, pour la fin du XV^e siècle, des comptes rendus des délibérations tenues lors de l'assemblée générale de la Saint-Barnabé sont très souvent recopiés sur la dernière page des registres de la voirie de la ville⁴⁷. Leur enregistrement est présenté comme constitutif de leur déroulement, lors d'un plaidoyer des habitants du début du XVI^e siècle pour revenir à l'« ancienne forme » des assemblées⁴⁸. Ils prennent la forme de délibérations : on y voit les gens de la ville, individuellement ou par quartier, y porter leurs requêtes et les présents prendre des décisions sur des sujets très divers. Tout au long du siècle, les habitants n'ont alors de cesse d'affirmer l'autonomie de ces assemblées auxquelles les officiers royaux ne peuvent assister qu'en tant qu'habitants, sans rôle spécifique, et qui ne sont pas recopiées dans les registres de délibérations⁴⁹.

Florent Garnier observe lui aussi pour la France du Sud une augmentation du rôle du conseil au XV^e siècle, notant que « l'évolution institutionnelle des villes du Midi a été marquée par un effacement de l'assemblée des habitants au profit des conseils devenus l'expression de la ville qui ne peut se réunir tout entière⁵⁰ ». Les progrès des techniques de représentation ont conduit à substituer à l'assemblée générale et aux syndics des conseillers et des consuls, donnant par là une place de choix aux officiers royaux dans le gouvernement de la ville. On peut toutefois se demander, après notre analyse, si le rôle du conseil dans la ville, par la

46. Troyes, AM, fonds Boutiot, C5, f. 9v-10r, feuille volante à l'intérieur du registre.

47. Troyes, AM, série C, voir les derniers feuillets de presque tous les registres. Voir aussi les minutes de procès-verbaux de délibérations de l'assemblée de la Saint-Barnabé dans le fonds Boutiot, AA4, liasses 6 et 8.

48. Troyes, AM, fonds Boutiot, AA1, 4^e liasse, pièce 1, vers 1537 : « [...] L'on sonnoit la cloche publique et au son d'icelle comparurent au lieu acoustumé les maire, eschevins, conseillers et toutes autres personnes qui y vouloient trouver gens d'Eglise, nobles et roturiers, marchans, mechaniques sans aucune autre remuneration particuliere, elisent l'un des assistants des plus hommes de bien et de scavoir pour presider et recueillir les voix des deliberans et conclure. *Et de ce qui estoit fait le greffier de ladite ville faisoit registre [...]* ».

49. Pour plus de détails, je me permets de renvoyer à ma thèse de doctorat en préparation.

50. F. GARNIER, « Expressions de la norme juridique dans les comptabilités urbaines d'Auvergne et du Rouergue au Moyen Âge », dans O. MATTÉONI et P. BECK éd., *Classer, dire, compter : discipline du chiffre et fabrique d'une norme comptable à la fin du Moyen Âge*, Paris, 2015, p. 339.

tenue de registres de délibérations qui accompagne très fréquemment son fonctionnement, n'aurait pas été quelque peu surestimé par les historiens. La lecture des seuls registres de délibérations de la ville donne alors à voir une partie seulement de la prise de décisions en ville et pose la question du rôle et du statut de chacune des institutions urbaines dans le gouvernement des habitants. L'histoire des assemblées urbaines reste en effet à écrire, ainsi que celle du rôle des corporations de métiers dans la ville, souvent à l'écart du conseil, mais non de la politique urbaine.

Cette étude révèle l'importance d'identifier précisément l'institution qui ordonne et qui contrôle le registre. À Tours, la diversité du registre s'explique notamment par la pluralité des acteurs qui sont à l'origine des différents cahiers, reliés ensemble *a posteriori*. La pluralité de voix explique alors la diversité de forme et de contenu. *A contrario*, la prise de contrôle d'un acteur, ici royal, sur la politique de la ville explique l'homogénéisation d'un certain nombre de registres de délibérations de la moitié nord de la France, notamment de ceux dont l'écriture est entreprise dans le contexte de la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons au début du XV^e siècle. Les villes champenoises ne sont d'ailleurs pas les seules concernées, puisque de nombreux registres de délibérations débutent à cette époque : Poitiers en 1412, Lyon avant 1416, Chalon-sur-Saône, Tours et Mantes en 1417, Reims en 1422, Abbeville et Arles en 1426.

L'intérêt pour l'écrit porté par les acteurs royaux et princiers ne se dément jamais tout au long du XV^e siècle. Le 12 août 1450, après le succès de sa conquête de la Normandie, Charles VII envoie une circulaire aux villes : « tant que touche la soulelnité dudit douziesme jour d'aoust, vous le faites enregistrer authentiquement en voz papiers et registres, afin que la chose ne soit oubliée au temps avenir ». De même, lorsqu'une commission royale se rend à Tournai en juillet 1452, la municipalité doit montrer ses registres pour inspection. Mais les autorités municipales refusent de les sortir de la ville, obligeant les autorités royales à pénétrer dans la maison de la ville.

Ce n'est donc pas, comme on pourrait le croire au premier abord, la profusion croissante de données et de compétences municipales qui explique la mise en place de ces registres, mais une réelle volonté politique. L'enjeu n'est pas seulement de gérer des flux d'informations de plus en plus nombreux et complexes, mais de contrôler et réguler des pratiques politiques : l'écrit apparaît alors comme un réel instrument de légitimité. Cette constatation remet en question la fonction et la représentativité de ces registres. Source parmi d'autres de l'histoire des villes comme de l'histoire de la pratique délibérative, c'est l'existence même de registres de délibérations qui a peut-être conduit à la surinterprétation du rôle et de la place des institutions qui les produisaient.

Cléo Rager – Université Paris 1

Les premiers registres de délibérations municipales tenus dans les villes champenoises : enjeux politiques et innovations documentaires (XV^e siècle)

Les premiers registres de délibérations municipales conservés pour les villes de Troyes, Reims et Châlons-en-Champagne s'inscrivent dans un contexte commun de production, celui du conflit entre Armagnacs et Bourguignons pendant la guerre de Cent Ans. Ce contexte est un facteur d'explication à la fois de la tenue de ces registres et de leurs formes et contenus similaires. Loin d'être motivée par des raisons internes à chaque ville, il semble que la tenue nouvelle de ces registres ressorte d'une demande et d'une possible vérification extérieure. Leur capacité à retranscrire l'exhaustivité de la vie municipale de cette époque s'en trouve alors atténuée.

Champagne, guerre de Cent Ans, pratiques de l'écrit, registres de délibérations municipales, ville.

First registers of municipal deliberations held in towns in the province of Champagne: Political issues and documentary innovations (fifteenth century)

The earliest existing registers of municipal deliberations for the urban communities of Troyes, Reims, and Châlons-en-Champagne bear witness to a new emerging practice and share many common features. One factor that can explain their creation and their similarities is that they stem from a common historical background, namely the conflict between Armagnacs and Burgundians during the Hundred Years' War. Far from responding to internal circumstances, it appears that these registers may be the result of external demand and, possibly, control. This in turn affects their capacity to fully reflect the municipal life of the time.

Champagne, Hundred Years' War, registers of municipal deliberations, town, writing practices.

Annexe

Du brouillon au registre – 9 novembre 1431

La version finale, écrite dans le registre, met en lumière les modifications faites par rapport au brouillon : les passages et mots ajoutés sont en *italique*, ceux absents sont [barrés].

Version finale, Troyes, AM, A1, f. 65v-66.

« Le vendredi IX^e jour du mois de novembre furent assemblez en la sale royal par auctorité de justice ceulx qui s'ensuivent :

[1^{re} colonne] : monseigneur le lieutenant, maistre Oudart Hennequin, maistre Jehan Hennequin, monseigneur le commandeur, maistre Pierre Fautrey, François de la Garmoise, Hué Laguisé, Guillaume de Pluerre.

[2^e colonne] : Simon Grivel, Jaques de Bar, Jaquot Phelippe, Jehan Naguet, Estienne Formé, Nicolas Danricart, Guillaume Gossement, Pierre Hennequin,

[3^e colonne] : Colin Perricart, Jehan Bareton, Pierre le Tartrier, Odinot de Dijon et L. Tourier.

Assemblez comme dit est pour avoir advis et conseil aux affaires communes de ladite ville.

En laquelle assemblee fut exposé que pour les tres grant charges et obligacions en quoy la ville estoie tenue et obligee envers plusieurs personnes et aussi pour conduire plusieurs grans ouvraiges et reparacions tres neccessaires qui sont a faire en la fortifficacion de ladite ville qui fault hastivement faire pour tenir la ville en sceurté, il estoit expedient de mettre aucunes aydes sus pour les et les deniers qui en ystront convertir esdites reparacions et en l'aquict de ladite ville ou autrement ladite ville estoit en adventure de cheoir en inconvenient. Et pour avoir sur ce advis furent veues, leues et exposees mot a mot certaines lettres royaulx par lesquelles le roy nostre sire octroye ayde jusques a deux ans de la VI^e partie de l'apetisement de la pinte de vins et beuvrages qui seront vendu a Troyes.

« Le vendredi IX^e jour du mois de novembre furent assemblez [~~en la sale royal par auctorité de justice~~] ceulx qui s'ensuivent :

[1^{re} colonne] : monseigneur le lieutenant, maistre Oudart Hennequin, maistre Jehan Hennequin, monseigneur le commandeur, maistre Pierre Fautrey, François de la Garmoise, Hué Laguisé, Guillaume de Pluerre.

[2^e colonne] : Simon Grivel, Jaques de Bar, Jaquot Phelippe, Jehan Naguet, Estienne Formé, Nicolas Danricart, Guillaume Gossement, Pierre Hennequin,

[3^e colonne] : Colin Perricart, Jehan Bareton, Pierre le Tartrier, Odinot de Dijon et L. Tourier.

Assemblez par autorité dudit monseigneur le lieutenant pour les affaires de la ville [~~comme dit est pour avoir advis et conseil aux affaires communes de ladite ville~~].

En laquelle assemblee fut exposé que pour les tres grant charges et obligacions en quoy la ville estoie tenue et obligee envers plusieurs personnes *en grans sommes de deniers*, et aussi pour conduire *les faiz et ouvrage* [~~pluseurs grans ouvraiges et reparacions tres neccessaires qui sont a faire en la fortifficacion~~] de ladite ville qui *sont moult grans et neccessaires* [~~fault hastivement faire~~] pour tenir la ville en sceurté, il estoit *neccessaire* [~~expedient~~] de mettre *sur les demourans audit Troies* aucunes aydes *et le profit d'iceulx employer, tourner et* [~~sus pour les et les deniers qui en ystront~~] convertir *en la fortifficacion et affaires communes de ladite ville* [~~esdites reparacions et en l'aquict de ladite ville ou autrement ladite ville estoit en adventure de cheoir en inconvenient~~]. Et pour avoir sur ce advis furent veues, leues et exposees mot a mot certaines lettres royaulx par lesquelles le roy nostre sire *accorde* [~~octroye~~] ayde jusques a deux ans de la VI^e partie de l'apetisement de la pinte

[de vins et beuverages qui seront vendu a Troyes].

Et aussi de prendre ayde sur les vins menez hors de ceste ville et de la banlieue et sur aucune bestes desinees esdites lettres. Apres laquelle lecture et que plusieurs difficultez furent fectes en ceste matiere pour ce que le peuple estoit povre, doubtant qu'il ne feust pas contans que lesdites aydes feussent mies sus et afin de la seurté de l'entretenir en verité senz murmure, fut advisé que lesdites aydes ne seroient presentement mises sus, maiz pour l'entretenement et conduite desdits ouvraiges et reparacions neccessaires et que hastivement feust pourveu a mettre la ville en estat tel qu'elle feust sceure pour le roy et ses subgez et qu'elle peust resister aux ennemis du roy nostredit seigneur, fut deliberé que le receveur des deniers communs de ladite ville prendroit tout le sel qui estoit en grenier a Troyes auprès et pour le pris qui valoit en grenier, c'est a savoir pour le pris de XL s. XI d. t. chascun minot et le [1v] vendroit et distribuerent aux regretiers de la vendant sel en ladite ville au pris et pour le pris de soixante solz t. esquelz LX s. t. sera faict fons XL s. XI d. t. seront prins lesdits XL s. XI d. t. pour paiement de chascun minot et le demourant qui sont XIX s. I d. t. pour chascun minot sera levé par ledit receveur et employé esdites reparacion et autres affaires communes de ladite ville et de ce rendra compte ledit receveur.

Et aussi de prendre ayde sur les vins menez hors de ceste ville et de la banlieue et sur aucune bestes desinees esdites lettres. Apres laquelle lecture et que plusieurs difficultez furent fectes *touchant ceste matiere, fut deliberé que plus grant assemblee se feroit, en laquelle auroit des gens d'eglise et bourgeois, et leur seroient les charges et affaires de la ville remonstrez, pour y pourveoir, eulx sur ce oïz, ainsi que bonnement faire se pourroit. Et cependant messieurs cy-dessus nommez y penceront.*

[en ceste matiere pour ce que le peuple estoit povre doubtant qu'il ne feust pas contans que lesdites aydes feussent mies sus et afin de la seurté de l'entretenir en verité senz murmure, fut advisé que lesdites aydes ne seroient presentement mises sus, maiz pour l'entretenement et conduite desdits ouvraiges et reparacions neccessaires et que hastivement feust pourveu a mettre la ville en estat tel qu'elle feust sceure pour le roy et ses subgez et qu'elle peust resister aux ennemis du roy nostredit seigneur, fut deliberé que le receveur des deniers communs de ladite ville prendroit tout le sel qui estoit en grenier a Troyes auprès et pour le pris qui valoit en grenier, c'est a savoir pour le pris de XL s. XI d. t. chascun minot et le [1v] vendroit et distribuerent aux regretiers de la vendant sel en ladite ville au pris et pour le pris de soixante solz t. esquelz LX s. t. sera faict fons XL s. XI d. t. seront prins lesdits XL s. XI d. t. pour paiement de chascun minot et le demourant qui sont XIX s. I d. t. pour chascun minot sera levé par ledit receveur et employé esdites reparacion et autres affaires communes de ladite ville et de ce rendra compte ledit receveur.]

Au surplus, a esté remonstré la grant indigence a quoy la ville est digne de cheoir par faulte de sel pour ce que en toute ceste ville n'en a pas VIII minots de sel en grenier qui n'est comme riens attendu la multitude du peuple qui demoure en ceste ville et qui si afflue pour avoir provision et fournissement de sel, qui est chose neccessaire a corps humain.

Sur quoy a esté deliberé que l'en laisse venir en ceste ville toutes gens qui y voudront venir pour vendre sel, et que le sel qui y

Item et pour ce que presentement a tres petite quantité de sel en grenier et que en tout n'y a pas plus de VIII minots de sel qui est moult peu de chose attendu le grant multitude de peuple qui demoure dedans ladite ville, considéré aussi les demourant es vilaiges estans cy environ qui se viennent cy fournir de sel a esté delibéré de parler a marchans tant de ceste ville comme dehors pour savoir a eulx se ilz ont point de sel et se ilz en voudroient vendre ouquel cas que vendre en voudront le receveur desdits deniers l'achetara et en prendra le meilleur marché qu'ilz pourra, le distribuera ausdits revendeurs qui le vendront vint deniers la pinte dont seront paieez et remboursez les marchans du pris que vendu l'auront et le residu sera receu par ledit receveur pour employer esdites reparacions et autres affaires.

Item a esté ordonné delibéré qu'il soit défendu et crié de par le roy que aucuns de ceste ville ne s'entremette de vendre sel en secret ne on appert excepté les revendeurs ad ce ordonné a peine d'amende arbitraire.

sera advenu soit achatté par les marchans de ceste ville ou nom de la ville et baillé aux vendeurs regretiers de sel qui le vendront XX d. t. chacune pinte, et de la vendue d'icellui seront les marchans remboursés ; et le surplus de ce qui ystra de la vendue d'icellui sera a la ville pour l'employer es affaires communes d'icelle qui tant sont neccessaires que senz y pourveoir la vile ne peut estre en sceurté, et receu par le receveur des deniers communs, qui en rendra compte.

~~[Item et pour ce que presentement a tres petite quantité de sel en grenier et que en tout n'y a pas plus de VIII minots de sel qui est moult peu de chose attendu le grant multitude de peuple qui demoure dedans ladite ville, considéré aussi les demourant es vilaiges estans cy environ qui se viennent cy fournir de sel, a esté delibéré de parler a marchans tant de ceste ville comme dehors pour savoir a eulx se ilz ont point de sel et se ilz en voudroient vendre ouquel cas que vendre en voudront le receveur desdits deniers l'achetara et on prendra le meilleur marché qu'ilz pourra le distribuera ausdits revendeurs qui le vendront vint deniers la pinte dont seront paieez et remboursez les marchans du pris que vendu l'auront et le residu sera receu par ledit receveur pour employer esdites reparacions et autres affaires.]~~

Item a esté delibéré de parler à Pierre de Meures, que l'en dit brief aller a Nogent, et lui soit requis que tout ce qui trouvera de sel a vendre audit Nogent il le achette pour la ville qui le gardera de perdre.

Item et affin que la ville puisse avoir argent pour ce conduire et soy fournir de sel, et afin que le peuple ait plus l'ueil a le garder senz en faire oultraige, a esté delibéré de ordonner ausditz regretiers de vendre la pinte de sel vint d. ; de la vendue duquel sel le roy et les marchans seront remboursés de leur droit et la ville prendra le surplus par la main de leur dit receveur.

Item a esté ordonné que il soit crié et deffendu par le [illisible] [Item a esté ordonné delibéré qu'il soit défendu et crié de par le roy] que aucuns de ceste ville ne s'entremette de revendre sel en secret ne on appert excepté lesdits receveurs [les revendeurs ad ce ordonné] a peine d'amende arbitraire.

Il a esté ordonné et deliberé de savoir quelle quantité de sel les revendeurs ont en leurs maisons afin qu'ilz ne commettent fraude prejudiciable a l'encontre des choses dessusdite et pour savoir de ce la verité et en faire serche sont comis Odinot de Dijon et de Vaugouley qui de ce seront chargez.

Lesdits Odinot et Vaugouloy ont rapporté avoir trouvé en l'ostel Jaquinot Benoist sept minos sel et en l'ostel Thomassel sept minos. »

Item et affin [~~Il a esté ordonné et deliberé~~] de savoir quelle quantité de sel les revendeurs ont en leurs maisons [~~afin qu'ilz ne commettent fraude prejudiciable a l'encontre des choses dessusdite et pour savoir de ce la verité et~~] *a esté conclud d'en faire serche, ce que fait a esté par* [~~sont comis~~] Odinot de Dijon et de Vaugouley [~~qui de ce seront chargez~~] *et a esté trouvé : en l'ostel de Jehan Thomassel, VII minos, de Jaquinot Benoist, VII minos.*

[~~Lesdits Odinot et Vaugouloy ont rapporté avoir trouvé en l'ostel Jaquinot Benoist sept minos sel et en l'ostel Thomassel sept minos.~~] »